

Un ancien chef militaire de l'Elysée blâme l'ONU et défend Paris

LA MISSION d'information sur le Rwanda, qui poursuit ses travaux à l'Assemblée nationale, a entendu, mardi 19 mai, deux acteurs directs de la politique africaine de François Mitterrand : Bruno Delaye, ancien chef de la cellule africaine, auditionné à huis clos, et le général Christian Quesnot, ancien chef d'état-major particulier du président, interrogé en séance publique. Le général Quesnot est notamment considéré comme l'une des pièces maîtresses, avec le général Jean-Pierre Huchon, de l'engagement de la France aux côtés des Forces armées rwandaises (FAR), en guerre à partir de 1990 avec le Front patriotique rwandais (FPR), le mouvement rebelle tutsi venu d'Ouganda.

Évoquant le génocide du printemps 1994, le général Quesnot s'est présenté comme un « interventionniste » : « J'avais le sentiment que la communauté internationale, si elle avait fait preuve de moins de lâcheté, aurait pu arrêter les massacres. » Il a accusé le général Roméo Dallaire, chef des « casques bleus » de l'ONU, de n'avoir rien tenté. « L'honneur d'un militaire, c'est de savoir désempaler ! », a-t-il dit.

« La France ne pouvait pas s'interposer seule, a-t-il poursuivi. Techniquement, on pouvait arrêter

les massacres. (...) Politiquement et psychologiquement, la France ne pouvait pas le faire », à cause de son passé au Rwanda et de l'hostilité du FPR à son égard. Le général a accusé les Occidentaux de s'en être tenus, dans cette crise, à l'idée que « c'était des Noirs qui se tuaient entre eux dans un endroit où il n'y avait pas CNN ». Il a estimé que « c'est l'honneur de la France d'avoir fait Turquoise seule » à la fin du génocide. « C'est la France qui a parlé de génocide » alors que « les Américains ne voulaient pas parler de génocide », ce qui oblige les États, selon la convention de 1948, à intervenir. Le général a ajouté que l'opération Turquoise avait été lancée sans « aucune ambiguïté » dans un « but strictement humanitaire ».

Comme d'anciens responsables de l'Elysée auditionnés ces dernières semaines, Jean-Christophe Mitterrand ou Hubert Védrine, le général Quesnot a tenté de démontrer que la politique à l'égard

du Rwanda n'était pas originale. « La crise du Rwanda n'a pas fait l'objet d'un traitement différent des autres crises africaines, a-t-il déclaré. Elle n'a pas été gérée secrètement. » Il a affirmé que l'engagement des soldats français était dû au fait qu'« il n'y a pas de développement sans sécurité » et qu'il fallait « former l'armée d'un gouvernement légal et légitime ».

« CULPABILITÉ DU FPR »

Christian Quesnot a estimé que l'escalade de la violence était due au « choix tactique » du FPR et de son chef, Paul Kagame, devenu après le génocide l'homme fort du Rwanda, celui d'une « victoire militaire totale ». L'officier a aussi évoqué ce qui l'a « beaucoup fasciné » au Rwanda : « La haine et la peur de l'autre. »

Il a précisé que la politique de Paris « excluait l'engagement direct des troupes » dans la guerre, mais a en revanche reconnu « la formation technique à l'emploi de

blindés légers, de l'artillerie, etc. » et « la formation tactique à l'emploi combiné de l'artillerie et de l'infanterie ».

Concernant l'attentat qui coûta la vie, le 6 avril 1994, au président Juvénal Habyarimana et qui fut le signal du déclenchement du génocide, le général Quesnot a confié que son « sentiment personnel » l'incitait à privilégier la piste d'une culpabilité du FPR, évoquant des « missiles SAM 16 ». « J'ai le souvenir d'une note que j'avais adressée au président en 1991, a ajouté l'officier. On avait trouvé sur le terrain des déchets de missiles SAM 16. Dès 1991, le FPR disposait de missiles. » Le général a ajouté qu'« il y avait plus d'avantages pour le FPR à abattre Habyarimana » et que, de toute façon, « il n'y a pas eu d'enquête ». Attaquant de nouveau le général Dallaire, il a estimé que l'ouverture d'une telle enquête relevait du « rôle de l'ONU ».

R. O.

COMMENTAIRE

UN TABOU PERSISTANT

Après deux mois d'auditions menées par la Mission d'information parlementaire, qui doit éclaircir le rôle de la France au Rwanda, de 1990 au génocide de 1994, le constat est décevant. Les députés, à de rares exceptions près, ne posent pas les questions cruciales et n'insistent jamais face à des réponses insipides.

L'audition du général Christian Quesnot, l'un des hommes-clé du dossier franco-rwandais, en fut encore une illustration. Pas un mot sur les circuits militaires parallèles qui auraient été institués

par l'Elysée, pas un mot sur les armes livrées à l'armée rwandaise. Pas une question sur François Mitterrand, le père de la politique française au Rwanda. Pas un mot non plus sur l'opération secrète « Panda », qui fut pourtant évoquée à huis clos, le 6 mai, par un officier. C'était la première fois que le mot Panda était prononcé et aucun député n'a réclamé le moindre éclaircissement, ni ce jour-là ni les jours suivants.

Le gouvernement a autorisé les acteurs de l'époque à témoigner. Le président de la Mission d'information, Paul Quilès, a chargé une équipe de fonctionnaires d'étudier les dossiers. Pourtant, sous réserve que ces enquêteurs de l'ombre apportent des éléments déterminants, on ne sent

ni la volonté déterminée ni la méthode implacable qui permettraient de lever le voile.

Les parlementaires et les anciens responsables qui témoignent préfèrent attaquer la presse et les organisations humanitaires, voire, comme M. Balladur, les accuser de relayer un complot de l'étranger. Les uns et les autres, politiques, diplomates et militaires, défendent leurs partis, leurs hiérarchies et leurs amis. Ils défendent « la France », puisque c'est « leur France » qui a, au pouvoir, géré la crise rwandaise.

Le Rwanda reste un tabou. La Mission d'information n'a pas pris le chemin d'une enquête rigoureuse et impartiale.

Rémy Ourdan

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS

Recommandé par Paris pas Cher, Paris Combines...

MATELAS & SOMMIERS

Toutes dimensions - Fixes ou relevables
SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...

CANAPES. SALONS. CLIC-CLAC

Cuirs - Tissus - Alcantara
Steiner - Coulon - Duvivier - Sufren - Etc..

Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France

MOBECO

247, rue de Belleville PARIS 19^{ME} Télégraphe
50, avenue d'Italie PARIS 13^{ME} Pl. d'Italie

01.42.08.71.00 - 7/17

LE Monde 21 05 98

